

FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES PEP

AGIR POUR UNE SOCIÉTÉ
SOLIDAIRE ET INCLUSIVE





Édito

SOCIÉTÉ INCLUSIVE ET SOLIDAIRE, QUEL RÔLE POUR LES ASSOCIATIONS ?

Les PEP se dotent d'un nouveau projet fédéral :

Le contexte politique est marqué par une recomposition du système politique inédite. A l'heure où nous rédigeons cet éditorial, les attentes et les incertitudes sont fortes soit, pour certains par l'espoir porté par cette situation inédite soit qu'elles interrogent par les difficultés sociales qu'elles peuvent présager. L'avenir reste également inquiétant au regard des enjeux internationaux et de la montée des populismes, de la lutte contre le terrorisme et la radicalisation. Les élections législatives à leur tour, éclairciront pour partie les champs des possibles et les orientations qui seront suivies, cependant quelles que soient ces réponses politiques, il demeure que l'idéal de société inclusive pour lequel se battent les PEP, depuis plusieurs années, reste à affirmer.

Pour sa part, en juin 2017 la Fédération Générale des PEP validera son nouveau projet fédéral (2018-2022) , co-élaboré depuis des mois en son sein, elle y affirme son engagement pour une société plus juste, inclusive et solidaire.

S'appuyant notamment sur la 3^e édition du Baromètre PEP de la société Inclusive, réalisé en partenariat avec l'institut Kantar en novembre 2016, la Fédération Générale des PEP intègre dans son projet les attentes des français vis-à-vis de l'État et des collectivités territoriales dans les domaines des politiques sociales, médico-sociales et éducatives.

Dans ce même outil d'analyse de la perception des français, la place des associations, comme les PEP, vient juste après celles de l'État et des collectivités en termes de responsabilité et de légitimité pour agir concrètement.

Si, dans le nouveau gouvernement, les questions de la vie associative sont rattachées une nouvelle fois au ministère de l'Éducation Nationale et de manière plus inédite au ministère du Développement Durable, il n'en demeure pas moins qu'il paraît important que les associations dans toutes leurs dimensions soient renforcées dans leur rôle de tiers et de contributrices à la vie démocratique du projet Republicain.

Les individus trouvent en leur sein une capacité d'élaboration et de partage qu'aucune démarche isolée ne permettra. Faire société c'est faire ensemble,

l'engagement individuel, les engagements collectifs dans le cadre associatif doivent être promus. Les PEP, quant à elles, par la rédaction de leur 5^e projet fédéral qui sera débattu et voté lors de notre Assemblée Générale de Perpignan de juin 2017, ont engagé cette réflexion et souhaitent porter collectivement un projet soutenu par une triple approche : éthique, démocratique et organisationnelle.

Elles se disposent à relever les défis actuels de réponse aux besoins sociaux partout sur le territoire national et les enjeux démocratiques auxquels notre société est confrontée tant en France qu'à l'échelle internationale.

Les associations doivent être confortées dans leurs missions, sans cela c'est toute une partie de l'action sociale et de l'économie qui sera fragilisée, ce serait également un renforcement du sentiment d'abandon perçu dans de trop nombreux territoires et qui renforce la montée des populismes.

Notre nouveau projet associatif fédéral est commun à toutes les associations PEP, il doit permettre un développement renforcé de nos missions s'appuyant sur des synergies de compétences portées par 100 ans d'actions au cœur des territoires et d'expertises dans les multiples domaines d'actions qui sont les nôtres. Il réaffirme avec force que l'honneur des associations PEP est d'être présent aux côtés de l'État et des collectivités territoriales pour relever le défi de la cohésion sociale au sein de la République. Pour cela, il est nécessaire que, face aux difficultés, quelles que soient leur nature, chaque personne puissent trouver, créer, mettre en œuvre les solutions qu'elle attend au sein du cadre associatif où elle trouvera un compagnonnage favorisant son émancipation.

C'est pourquoi, il a été co-élaboré avec notre réseau d'associations, il promeut le renforcement des liens qui unissent nos associations pour promouvoir la capacité de chaque individu à agir pour une Société Inclusive et Solidaire. Ce projet, enfin, induit la définition d'une nouvelle place des personnes accompagnées et de leur familles, et plus généralement de tous au sein de nos associations.

Jean-Pierre VILLAIN

Président de la Fédération Générale des PEP

Ce que nous sommes

Les Pupilles de l'Enseignement Publics ont vu le jour en 1915 pour venir en aide aux 300 000 orphelins de la Grande Guerre et accompagner les jeunes délaissés, oubliés et exclus de la société. Dès le départ, notre mouvement s'est ancré dans la conviction que, malgré les difficultés sociales, sanitaires ou le handicap de chacun, l'éducation permet de s'émanciper et de réaliser son projet de vie.

Les 123 associations qui constituent notre réseau se reconnaissent dans la pensée solidariste de Léon Bourgeois, prix Nobel de la paix et premier Président des PEP : il existe entre chaque individu et tous les autres un lien nécessaire, intrinsèque de solidarité. Ce lien constitue le fil rouge de tous nos domaines d'intervention, sur l'ensemble du territoire français : petite enfance, jeunes et seniors, éducation, loisirs et vacances, social, médico-social et sanitaire.

Depuis 100 ans, nos actions locales sont guidées par les valeurs républicaines de laïcité, de solidarité, d'égalité et de citoyenneté, indissociables les unes des autres. Ensemble, elles participent à la construction d'une société plus éclairée, plus juste et plus inclusive, que nous avons commencé à inscrire dans l'imaginaire collectif et dans le champ politique. Cette société est notre horizon et notre étendard.

L'ensemble des associations membres de la FGPEP forment un vaste mouvement de transformation sociale, reconnu d'utilité publique. Nous accompagnons chaque année plus de 1 300 000 enfants, adolescents, adultes et leurs familles dans l'exercice de leurs droits : l'éducation, la culture, les loisirs, les soins, la vie sociale, le logement, la formation et l'emploi. A leurs côtés, nous œuvrons pour l'émancipation sociale et contre toute forme d'exclusion à travers trois domaines d'intervention :

- les politiques éducatives vacances, loisirs et culture ;
- les politiques sociales, médico-sociales et de santé ;
- les politiques éducatives et sociales de proximité.

Notre projet 2018-2022, co-construit avec l'ensemble de notre réseau d'associations, s'inscrit dans un contexte de mutations profondes, où les inégalités se creusent et les clivages s'accroissent. Plus que jamais, nous voulons agir pour l'émancipation sociale, contre l'exclusion, à travers la transversalité de nos actions qui fait notre force, et l'éthique de bienveillance qui la soutient.

Acteur majeur de l'économie sociale et solidaire, et du mouvement d'éducation populaire

123

associations départementales, en métropole et dans les DOM

1,3 Million

d'enfants, adolescents, adultes et leurs familles accompagnés

23 800

salariés

2 M€

versés pour des actions de solidarité

900 M€

d'activité en 2016 (produits d'exploitation)

8 000

bénévoles

100

ans d'expérience

1 200

établissements, services et dispositifs,

Ce qui nous anime

Permettre l'accès à l'éducation, aux vacances, aux loisirs, à la culture et aux sports pour tous

L'émancipation, l'enrichissement et l'épanouissement de la personne passent par le développement d'offres culturelles, sportives et de loisirs pour tous les publics. Un séjour collectif scolaire ou de vacances permet de vivre des expériences et des découvertes favorisant le vivre ensemble et la mixité sociale, et contribue à l'apprentissage de la citoyenneté de chaque enfant et adolescent.

Nous veillons à permettre à chaque enfant, au cours de sa scolarité, de bénéficier d'au moins un séjour collectif (séjour de vacances ou séjour scolaire).

A travers nos 67 centres de vacances et nos 200 centres d'accueils de loisirs, nous organisons des centaines de séjours en France et à l'étranger chaque année. Au total, 135 000 jeunes et familles en bénéficient chaque année.

A travers nos séjours scolaires, dont les projets sont adaptés aux publics accueillis et sont co-construits avec les enseignants, nous favorisons aussi la mobilité territoriale. 80 000 enfants et adolescents bénéficient de ces séjours scolaires chaque année.



© Matt Stuart / Magnum Photos pour la FdJEP

Favoriser l'inclusion dans la société

Nous accompagnons les personnes en situation de fragilité, de handicap, de perte d'autonomie, de dépendance ou relevant de mesures de protections sociales ainsi que leurs familles, afin qu'elles puissent exercer pleinement leur autonomie.

Nous nous assurons de la prise en compte des personnes, quel que soit leur âge, comme sujets de droits et non objets de soins. Nous accompagnons ainsi 83 000 personnes, en situation de handicap ou de fragilité sociale, de la petite enfance au vieillissement, dans plus de 1000 établissements, services et dispositifs.

Nous participons pleinement à la réalisation d'une obligation nationale : le maintien de la scolarisation des élèves éloignés de l'école pour des raisons de santé.



© Richard Kalver / Magnum Photos pour la FdJEP

En ce sens, nous mettons en œuvre le droit à l'éducation des enfants, dans le cadre d'un partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Nous coordonnons et animons le SAPAD® (Service d'assistance pédagogique à domicile) sur la quasi-totalité du territoire national, et intervenons à ce titre sur 89 départements au profit de plus de 8000 élèves, accompagnés dans leur scolarité par des enseignants en activité.

Nous veillons à permettre aux personnes que nous accompagnons et à leurs familles d'élaborer elles-mêmes leurs projets de vie et de co-construire les accompagnements structurant leurs parcours de vie.

Prévenir et agir contre les inégalités éducatives et sociales

Nos actions ont un impact concret et immédiat : en luttant contre toutes les exclusions, elles réduisent les inégalités entre les individus sur un territoire, et développent de nouvelles solidarités.

Pour promouvoir l'inclusion et les solidarités au niveau territorial, nos militants et professionnels accordent une attention particulière aux territoires prioritaires de la ville et aux zones rurales, ainsi qu'aux familles les plus éloignées de l'école et des institutions.

Nous permettons ainsi chaque année à des centaines de milliers d'enfants, adolescents et adultes de disposer de structures ou de dispositifs à caractère social comme ceux offerts à tout citoyen : crèches, halte-garderie, ateliers de parentalité, développement de centres sociaux, maisons pour adolescents, dispositifs de lutte contre le décrochage scolaire, lutte contre l'illettrisme, application dans l'accueil de migrants.

Dans ce cadre, nous nous inscrivons dans les politiques publiques liées au développement local durable et aux politiques familiales de lutte contre les exclusions.



© Richard Kalver / Magnum Photos pour la FGPEP

Différents secteurs d'activités :

ÉDUCATION VACANCES, LOISIRS, CULTURE

**POLITIQUES ÉDUCATIVES
ET SOCIALES DE PROXIMITÉ**

SANITAIRE

CLASSES DE DÉCOUVERTE

MÉDICO-SOCIAL

**ACCOMPAGNEMENT
PÉDAGOGIQUE À DOMICILE**

Ce qui nous porte

L'inclusion, pour tous

Une société est inclusive lorsqu'elle porte un respect et une attention égale à tous les citoyens. Les attentes et les projets de vie des personnes se trouvent au cœur des décisions qui peuvent être prises les concernant, et toute forme d'inégalité et d'injustice est combattue.

Pour nous, la notion d'inclusion va beaucoup plus loin que celle d'intégration et propose une inversion majeure dans la prise en compte de la différence. L'intégration consiste à demander à l'individu de s'adapter à la norme dominante, quand l'inclusion se conçoit comme l'adaptation d'un système (éducatif, social...) à moduler son fonctionnement, afin de permettre à chaque personne d'y trouver sa place telle qu'elle est, et de participer pleinement aux décisions qui la concerne.

Notre combat est de faire reconnaître toutes les différences comme des richesses pour la société toute entière. Partout en France, nous œuvrons en faveur d'une école de la République véritablement inclusive et d'une éducation globale qui permette de lutter contre les déterminismes sociaux et de favoriser l'émancipation, l'enrichissement et l'épanouissement de chaque individu.

Bien au-delà des situations de handicap ou de dépendance, les problématiques de l'inclusion concernent la société toute entière, que nous appelons à évoluer vers un modèle plus ouvert, démocratique et fraternel. Car chacun peut potentiellement être concerné demain, directement ou via un proche. L'inclusion, c'est l'affaire de tous.

La solidarité, entre tous

Nous l'affirmons haut et fort : la solidarité est un droit égal pour tous à trouver sa place au sein de la société. Mais elle est surtout un devoir. Cette valeur a porté notre histoire depuis l'origine. Elle combat toutes les exclusions et implique qu'il incombe à chacun de porter une attention aux plus démunis.

Les Français perçoivent notre pays comme de plus en plus inégalitaire en matière d'emploi, de santé, de logement, et plus récemment, d'éducation. Avec eux, nous partageons la volonté de réduire les inégalités qui menacent l'unité de notre société, et la capacité de chacun à trouver la place qui lui revient.

Egalité, Solidarité, et Laïcité mais aussi Respect sont les premières valeurs revendiquées par les Français, à travers notre Baromètre de la société inclusive*. Ce sont aussi les valeurs des PEP.

Pour favoriser la solidarité, nous développons des activités contribuant à réduire les inégalités sur tous les territoires. Nous veillons à apporter une attention soutenue aux publics les plus défavorisés afin qu'ils puissent disposer des structures et des dispositifs à caractère social adaptés, et à égalité avec l'ensemble des citoyens.

*Le Baromètre PEP de la société inclusive :

Créé en 2014 avec l'institut de sondage Kantar Public, notre baromètre de la société inclusive a pour objectif de connaître l'état de l'opinion sur cette thématique. Les résultats de cette large enquête d'opinion, menée auprès d'un échantillon représentatif de la population française (plus de 3 300 personnes) sont édités tous les ans. Ils nous permettent de proposer des pistes de travail pour une véritable transformation sociale et une société plus inclusive.



© Thomas Dworzak / Magnum Photos pour la FdPEP

Ce qui nous rassemble

Nos principes clés :

Construire ensemble, car c'est la condition indispensable pour un authentique fonctionnement démocratique.

Questionner sans cesse nos valeurs et nos principes par nos pratiques et les remontées quotidiennes du terrain, condition à la fois d'efficacité accrue et d'innovation.

Affirmer sans cesse la préoccupation transversale majeure, sous-jacente à l'ensemble de nos actions, à savoir celle du développement social local.

Améliorer la mise en cohérence des différents registres de nos actions : registre éthique, registre stratégique, registre organisationnel, registre économique... en prenant constamment en compte la dimension territoriale et les besoins des personnes.

Garantir l'égalité de considération et d'écoute de tous les acteurs PEP : élus, militants, salariés, bénévoles, parents, familles, personnes accompagnées...

Exercer pleinement notre capacité d'interpellation et de plaidoyer, et valoriser nos propres actions pour renforcer notre identité commune.



© Richard Kaver / Magnum Photos pour la FGPEP

Profondément attachées aux valeurs de l'éducation populaire et de l'économie sociale et solidaire, nos ambitions s'articulent autour de quatre piliers :

Promouvoir et mettre en œuvre un projet de société inclusive garantissant l'accès de tous aux droits communs et s'appuyant sur la mixité sociale

Œuvrer pour une école de la République véritablement inclusive, mieux à même de lutter contre les déterminismes sociaux, au service d'une société elle-même inclusive

Contribuer à renforcer les liens sociaux, pour une société plus solidaire

Développer une approche participative citoyenne pour permettre l'émancipation de tous, y compris dans notre vie associative

« Au-delà de la lutte nécessaire contre toutes les formes d'inégalité et d'injustice, une société inclusive vise, dans un égal respect et une égale attention à tous les citoyens, à ce que les attentes et les projets de vie des personnes soient toujours au cœur des décisions qui peuvent être prises les concernant. [...] Bien au-delà des personnes en situation de handicap ou des personnes dépendantes, les problématiques de l'inclusion concernent la société toute entière, appelée à évoluer vers une société plus ouverte, démocratique et fraternelle. »

[Extrait du 5^{ème} Projet Fédéral 2018-2022]

Crédits photos couverture @ : Matt Stuart / Richard Kalvar / Thomas Dworzak / Magnum Photos pour la FGPEP